

Communiqué du Conseil d'Etat

21 octobre 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Genève favorable à la révision du manuel RPT dans le domaine de l'environnement	4
Genève	5
Condoléances suite au décès de Mme Lise Girardin	5
Budget 2011 des Services industriels de Genève : des investissements au bénéfice du canton.....	5
Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2011	6
Nouveau conseiller municipal dans la commune d'Avusy	8
Nominations.....	9
Agenda des invitations à la presse	11

Genève-Confédération

Genève favorable à la révision du manuel RPT dans le domaine de l'environnement

En réponse à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), le Conseil d'Etat accueille favorablement la révision du [manuel relatif à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons \(RPT\) dans les différents domaines de l'environnement](#). Cet instrument, qui présente de manière détaillée les bases et les stratégies de subventionnement prévalant à la conclusion de conventions-programmes, constitue un élément important de la mise en œuvre de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.

Dans sa réponse, le gouvernement genevois se déclare globalement satisfait de la simplification du système de calcul des contributions, tout en relevant que la mise en œuvre des contrôles tels qu'ils sont prévus demeure compliquée.

Il demande également que le canton soit étroitement associé à la définition des priorités sur lesquelles sont basées les propositions de mesures. Genève fait en effet partie des cantons pionniers en ce qui concerne l'application de la stratégie nationale de la biodiversité. Qui plus est, malgré l'exiguïté du territoire cantonal, Genève est extrêmement riche en espèces et milieux naturels de grande qualité. Aussi, une prise en compte plus régionale des priorités et des enveloppes financières est-elle souhaitée.

Enfin, le Conseil d'Etat demande aux autorités fédérales de tout mettre en œuvre pour adapter leur budget aux besoins effectifs de la politique Nature et Paysage. Plus généralement, le canton formule le vœu que la Confédération continue à lui accorder sa confiance lors de la dotation de montants globaux destinés à assurer les prestations qui lui sont déléguées.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 40.

Condoléances suite au décès de Mme Lise Girardin

Le Conseil d'Etat a adressé un message de condoléances à la famille de Mme Lise Girardin suite à son décès. Première femme à avoir accédé au Conseil administratif (1967-1979), elle a occupé à trois reprises la fonction de maire de la Ville de Genève (1968, 1972 et 1975).

Pionnière dans de nombreux domaines, Mme Girardin a profondément marqué la vie politique genevoise. En 1961 – un an après l'octroi par le canton du droit de vote aux femmes – elle figure parmi les premières élues au Grand Conseil, où elle a siégé jusqu'en 1973. Au-delà des frontières cantonales, elle est également la première femme à avoir été élue au Conseil des Etats (1971-1979). Mme Girardin laissera une empreinte dans le combat pour la démocratisation des études et de la formation à Genève et, sur le plan fédéral, pour la décriminalisation de l'avortement et l'égalité entre hommes et femmes.

Budget 2011 des Services industriels de Genève : des investissements au bénéfice du canton

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi approuvant les budgets d'exploitation et d'investissement des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2011. Ce budget prévoit un résultat net de l'entreprise de 65,6 millions de francs. Les SIG poursuivent leur effort de maîtrise des charges d'exploitation. Des gains de productivité de 5 millions de francs sont prévus sur les frais généraux et sur les effectifs. De plus, le budget intègre, pour la deuxième année consécutive, une baisse des tarifs de l'électricité.

En 2011, les SIG prévoient de lancer un vaste programme d'investissement dans les nouvelles énergies renouvelables telles que la géothermie, le solaire et l'éolien, et de poursuivre les programmes de maîtrise de la demande. Ces investissements s'inscrivent pleinement dans le [programme de législation du Conseil d'Etat](#).

Pour le surplus, une part substantielle des 255,3 millions de francs d'investissements opérationnels inscrits au budget concernent le renouvellement des réseaux nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement du canton ainsi que le développement du réseau thermique et du réseau de fibre optique.

Le Conseil d'Etat constate que la bonne santé de l'entreprise permet aux SIG de financer les investissements nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement du canton tout en maîtrisant l'évolution des tarifs. D'autre part, il convient de souligner que ces investissements seront au bénéfice de l'économie genevoise.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général, office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 388 80 01.

Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2011

Le Conseil d'Etat a déterminé l'indice général de capacité financière des quarante-cinq communes genevoises et a procédé à leur classement pour l'année 2011. Malgré un net recul de son indice, Cologny demeure en première position, tandis que Chancy reste situé à l'autre bout du classement. Vingt-trois communes ont vu leur indice progresser, vingt-deux ont subi une diminution (voir [point de presse du 11 novembre 2009](#)).

Au final, l'écart entre l'indice le plus élevé et l'indice le plus faible s'est considérablement réduit :

	Commune	2010	2011	Variation
1.	Cologny	420.17	338.87	↘
2.	Genthod	261.91	251.28	↘
3.	Vandœuvres	193.69	204.93	↗
4.	Anières	212.23	199.14	↘
5.	Collonge-Bellerive	179.91	169.92	↘
6.	Pregny-Chambésy	150.37	158.15	↗
7.	Céligny	150.65	154.54	↗
8.	Satigny	137.24	136.68	↘
9.	Chêne-Bougeries	132.69	135.60	↗
10.	Carouge	124.20	134.40	↗
11.	Genève	129.60	129.23	↘
12.	Corsier	139.26	121.44	↘
13.	Plan-les-Ouates	108.89	111.94	↗
14.	Hermance	103.09	109.06	↗
15.	Troinex	93.60	96.83	↗
16.	Meyrin	89.47	89.12	↘
17.	Veyrier	80.66	88.35	↗
18.	Presinge	112.05	87.48	↘
19.	Grand-Saconnex	87.00	86.80	↘
20.	Choulex	76.17	78.22	↗
21.	Cartigny	77.27	73.66	↘
22.	Jussy	62.80	73.25	↗
23.	Meinier	70.46	72.96	↗
24.	Thônex	72.70	71.42	↘
25.	Lancy	67.26	69.35	↗
26.	Perly-Certoux	67.53	69.10	↗
27.	Bellevue	64.79	68.16	↗
28.	Dardagny	57.77	60.05	↗
29.	Laconnex	57.77	59.70	↗

30.	Gy	73.82	57.29	↘
31.	Bardonnex	55.16	56.34	↗
32.	Chêne-Bourg	56.33	56.07	↘
33.	Puplinge	58.28	55.50	↘
34.	Soral	52.55	51.38	↘
35.	Confignon	50.13	50.40	↗
36.	Bernex	50.94	50.11	↘
37.	Russin	47.13	49.06	↗
38.	Collex-Bossy	49.90	47.42	↘
39.	Avusy	44.53	45.69	↗
40.	Versoix	45.77	44.14	↘
41.	Vernier	45.48	43.73	↘
42.	Onex	43.60	43.02	↘
43.	Aire-la-Ville	41.96	42.21	↗
44.	Avully	38.86	39.12	↗
45.	Chancy	37.78	36.92	↘

L'indice général de capacité financière de chaque commune correspond à la moyenne arithmétique de l'indice annuel des trois derniers exercices connus (2007, 2008 et 2009) établi par le département des finances en collaboration avec le département de l'intérieur et de la mobilité.

Cet indice permet de calculer, avec d'autres éléments, la « part privilégiée » de chacune des communes. Celle-ci sert à déterminer la répartition de l'impôt sur les personnes physiques entre la commune de domicile et la commune de travail. L'indice permet aussi de calculer, avec d'autres éléments :

- la part de chaque commune au Fonds de péréquation financière intercommunale alimenté par une partie de l'impôt sur les personnes morales ;
- la part des communes ayant droit aux prestations du Fonds intercommunal ;
- la part des communes à diverses subventions cantonales concernant les investissements des communes (bâtiments scolaires communaux, réseau secondaire d'assainissement des eaux, etc.).

A Genève, la capacité financière des communes est calculée chaque année au moyen de quatre indices : celui des revenus par rapport au nombre d'habitants, celui des revenus par rapport au nombre d'élèves des écoles communales, celui des revenus par rapport à l'importance du domaine public à charge des communes, ainsi que celui du taux des centimes additionnels communaux.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Gioria, direction générale des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 18.*

Nouveau conseiller municipal dans la commune d'Avusy



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Jan Slettenhaar** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune d'Avusy.

M. Slettenhaar remplace Mme Tamara Vedrine, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Ensemble ».



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nominations

Nouvelle directrice générale de l'enseignement primaire



Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Paola Marchesini** au poste de directrice générale de l'enseignement primaire au sein du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP). Elle prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} janvier 2011.

Agée de 43 ans, Mme Marchesini a obtenu un master en psychologie du travail et un diplôme de maîtresse d'enseignement primaire en Italie, avant d'occuper la fonction de directrice adjointe dans un centre pour jeunes en difficulté scolaire et/ou sociale. Dès 2003, elle a occupé le poste de responsable des ressources humaines au sein de la direction générale la Haute école spécialisée de Genève, puis, depuis 2006, au sein de la direction des ressources humaines du DIP. Ses activités l'ont notamment amenée à accompagner les changements de la Haute école de santé et de la Haute école de travail social.

Dès 2008, elle a contribué activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique RH définie par le Conseil d'Etat au sein du DIP. Elle a ainsi eu à conduire divers projets transversaux à impact RH et dans la gestion des risques pour le domaine des ressources humaines. Dans ce cadre, Mme Marchesini a notamment contribué aux dossiers stratégiques liés aux nouveaux fonctionnements de l'enseignement primaire, de la nouvelle organisation de l'office de la jeunesse et de la création de l'office médico-pédagogique (OMP).

Mme Marchesini a démontré des compétences manifestes dans l'accompagnement au changement au sein de plusieurs directions générales, de grandes qualités humaines et un haut potentiel de développement qui lui permettront de répondre aux enjeux liés aux modifications du paysage de l'enseignement obligatoire du canton.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marianne Frischknecht, secrétaire générale, DIP,
☎ 022 546 69 11.*

Désignation du nouveau directeur général du cycle d'orientation



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Pierre Kolly** au poste de directeur général du cycle d'orientation (CO) au sein du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) à compter du 1^{er} juillet 2011.

Agé de 51 ans, M. Kolly a obtenu une licence en sciences de l'éducation à l'Université de Genève. Il est également au bénéfice d'un cursus de formation de direction d'entreprise du centre de formation en management (CRPM). Son parcours professionnel dans l'administration publique du canton de Vaud en qualité d'enseignant du primaire et du secondaire, ainsi qu'une importante expérience dans la direction administrative des ressources humaines et dans l'accompagnement de projets hautement stratégiques en qualité de directeur général adjoint à la direction générale de l'enseignement obligatoire de l'Etat de Vaud lui confèrent l'expérience requise pour occuper la fonction de directeur général du CO.

Depuis 2000, M. Kolly assure la fonction de président du conseil de la fondation Bartimée, qui assure la prise en charge et la réinsertion des personnes dépendantes pour les cantons romands et latins (commune de Grandson). Ces diverses responsabilités l'ont amené à conduire plusieurs dossiers qui lui confèrent d'excellentes connaissances dans le domaine de l'enseignement et de l'administration. Il a également développé des collaborations entre l'enseignement obligatoire et postobligatoire, ainsi qu'au niveau intercantonal.

Dès le 1^{er} février 2011, M. Kolly exercera en qualité de chef de projet à la direction générale du CO dans le cadre du projet de réorganisation de l'enseignement obligatoire, avant de prendre ses fonctions au titre de directeur général. La richesse de ses expériences et sa connaissance de l'enseignement obligatoire et postobligatoire genevois lui permettent de couvrir tous les domaines liés à son nouveau poste.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marianne Frischknecht, secrétaire générale, DIP,
☎ 022 546 69 11.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 novembre dès 8h15 (journée entière)	10 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24
26 novembre 17h00	Vernissage du livre du Projet d'agglomération « Genève aggro 2030, un projet pour dépasser les frontières »	Librairie et brasserie des Halles de l'île	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08